L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 8 DECEMBRE 1836.

REJOUISSANCE PUBLIQUE.

Une longue et brillante salve d'artillerie, tirée dans la journée d'hier, a annoncé à tous les habitans de la cité le dernier triomphe du parti démocratique dans les élections qui viennent d'avoir lieu du Président des Etats-Unis—MARTIN VAN BUREN. Il est inutile de dire que cette réjouissance publique a été la conséquence du vote que venaient de donner les cinq électeurs élus par l'Etat de la Louisiane, Messieurs Plauché, Landry, Scott, Mouton et Bossier.

L'état actuel des livres de souscription de la Compagnie de Navigation de l'Océan, par le moyen de la vapeur, est comme suit:

	Actionnaires.	Actions	Sommes.
Lundi 5 déc.	50	871	$87,100
Mardi 6 déc.	117	1142	114,200
Merc. 7 déc.	55	590	59,000
To al....	222	2583	$258,300

Le fonds capital n'est que de..... 500,000

Desséchement du faubourg Trémé.

En rendant compte de l'épreuve faite, lundi dernier, d'une roue destinée au desséchement du faubourg Trémé, nous avons témoigné la satisfaction qu'avait causée aux assistans l'écoulement rapide donné aux eaux du canal Girod; et par conséquent de l'utilité de cette machine pour rejeter dans le lac St. Jean une masse d'eaux donnée; or, nous n'avons été que justes en appréciant une application si remarquable de la science hydraulique. Quelques personnes, tout en avouant la puissance de la machine en question, ont élevé des objections sur son utilité, en cherchant à prouver l'impossibilité d'un desséchement dans un terrain qui n'offrait pas une pente suffisante pour l'écoulement des eaux à une si grande distance. La pente totale étant de sept pieds, suffirait sans doute à l'égouttement si elle était continue, et dès lors l'observation tomberait d'elle même puisqu'il ne faut que six pouces de pente pour faire faire à l'eau un mille à l'heure. Il n'en est pas ainsi, et cette pente devient presque nulle à parur de la nouvelle prison. L'argument resterait dès lors dans toute sa force, si l'on supposait que la compagnie du desséchement eut prétendu concentrer ses moyens sur un seul point, mais, la sagesse de ses vues l'a portée à examiner sous tous ses aspects un objet de si grande importance; et, comme la direction des pentes de terrain varie de rhumb, et que le versant des eaux n'est pas uniforme, il n'est pas à mettre en doute que les efforts de la direction de ces travaux ne se portent sur différentes sections de terre à dessécher; et que la force imposante de deux machines à vapeur, égale à 94 chevaux, ne soit plus tard divisée. Nous ne sommes pas de ceux qui ne voient que les vices d'une entreprise quelque utile qu'elle soit; et nous tachons, au contraire, de nous pénétrer des intentions d'exécution, après nous être assurés de l'importance de l'entreprise. Nous considérons le desséchement de tous les derrières de la ville comme un des plans les plus utiles pour l'accroissement, et aussi pour la salubrité d'une ville vers laquelle se portent à l'envi le commerce de l'Ouest, et la population la plus active. Une pensée telle que celle qui rend à la production un espace qui semblait naguères destiné à la stagnation d'eaux pestilentes, et qui faisait le désespoir des amis de l'humanité par les dangers qu'il comportait sous le rapport hygiénique; une telle pensée, disons nous, n'est pas une simple spéculation, c'est un bienfait pour le pays! Mais l'utilité du desséchement n'est plus une question, et c'est sa possibilité qui est révoquée en doute. Ce doute me semble établi en principe: et nous avons lu dernièrement que l'on regardait les desséchemens comme illusoires partout où ils sont entrepris. Heureusement pour la compagnie de la Nouvelle Orléans, les exemples de succès ne manqueront pas et sans compter la Hollande, et ses colonies de Batavia et de Démerary sorties du sein des eaux, nous pouvons citer en France les desséchemens des marais de Carcassone, et ceux des environs de Napoléon ville en Poitou, qui ont rendu à l'agriculture des milliers d'acres des terres les plus riches. La science hydraulique, au reste, n'est pas une science conjecturale; et, comme le disait le général Bernard en parlant du projet de couper les Florides par un canal de grande navigation: "Que l'on donne à un bon ingénieur de l'argent et des bras, et il n'y aura rien d'impossible."

Rassurons-nous donc au sujet d'une entreprise locale qui, tout importante qu'elle soit, n'a rien qui puisse surpasser les moyens à employer; et croyons que le zèle de la Direction, et que la capacité des ingénieurs qu'elle emploie ou qu'elle consulte, suffiront de reste pour mener à fin un projet dont les résultats sont incalculables pour le bien être des citoyens de la Ire. Municipalité, et pour celui de tous les propriétaires qui sont appelées à jouir du bienfait d'une si belle conception.

De la difficulté du Chauffage.

La pénurie des élémens du chauffage est telle qu'elle doit appeler l'attention de l'autorité. La rigueur de la saison se fait à peine sentir, que les ressources sont épuisées dans les chantiers de bois de chauffage, ainsi que dans les magasins de charbon de terre. Ce dernier article surtout, devenu si nécessaire depuis plusieurs années, se trouve porté à un prix tel, que les artisans qui en font usage pour leurs travaux, et que les familles qui l'avaient adopté comme moyen économique de chauffage, s'en trouvent absolument dénués. Nous aurions peine à retracer le tableau des souffrances de la classe peu fortunée; et l'on pourrait nous taxer de vouloir *faire effet* si nous disions que des enfans, mourans de froid, ont été portés par leurs pauvres mères chez des voisins dont l'humanité leur a ouvert le foyer. Mais, laissons de côté les motifs qui pourraient exciter une juste indignation contre l'imprévoyance et plus encore contre l'insouciance qui réduisent toute une ville à endurer un froid insolite!

Nous voyons, chaque jour, arriver des chalans chargés de charbon de terre, mais, au lieu de les faire livrer à la consommation, l'administration les laisse enlever par la Compagnie de l'éclairage par le gaz — Nous pensons que les nécessités du public doivent l'emporter sur l'utilité de l'éclairage, et que, d'ailleurs, la compagnie qui en a fait l'entreprise devait s'approvisionner spécialement sans se permettre un accaparement nuisible à tous les citoyens, et certainement contraire aux règles d'une bonne administration. Nous engageons donc nos mandataires à vouloir bien s'occuper d'une question réellement vitale, et à prendre les dispositions nécessaires pour faire cesser un monopole criant, en exigeant que les chalans de charbon se rendent à quai, et vendent au détail leur denrée. C'est une mesure toute simple, et qui ne doit pas souffrir plus d'obstacles que celle qui s'oppose à l'accaparement des farines ou du pain. Que dirait-on d'un homme qui achèterait toutes les farines ou tout le pain, non seulement pour y faire son bénéfice, mais encore pour les retirer de la consommation Il en est de même du charbon que l'on détourne de la consommation pour l'employer en gaz; et l'on ne peut que blâmer, et non plaindre, les chefs d'une entreprise utile sans doute, mais qui ont eu assez peu de prévoyance pour se trouver à court de matières première dès l'entrée de la saison, et qui sont forcés d'envoyer des émissaires jusqu'au Natchez, afin d'y accaparer les chalans de charbon qui descendent pour approvisionner la marche de la ville.

Remettons nous en avec confiance aux dispositions que ne manquera pas de prendre le Conseil de Ville; et soufflons patiemment dans nos doigts, en attendant que les cargaisons non accaparées de charbon nous permettent de nous ébattre au coin du feu.

LE TARIF —*Suite et fin.*

Nous regrettons sincèrement que des circonstances majeures ne nous aient pas permis d'offrir avant ce jour à nos lecteurs le complément des réflexions que nous a suggérées l'importante question du tarif: et notre regret, en cela, est d'autant plus grand, que le point de vue nouveau sous lequel nous allons envisager le sujet entamé, est de nature à mériter la plus minutieuse attention de tous ceux de nos concitoyens qui se sont identifiés avec les intérêts de la Louisiane, et qui désirent voir la prospérité de ce pays reposer à jamais sur des bases les plus solides. Or, comme ce dernier point de vue est le résultat de toutes nos observations premières, il est à craindre que l'intervalle qui s'est écoulé depuis la publication de notre dernier article ne diminue le degré d'intérêt qu'aurait attiré celui-ci s'il eut été offert immédiatement après l'autre, et tandis que tous les esprits étaient encore pénétrés de la nature du sujet et des argumens dont nous faisions usage pour le discuter.

Quoiqu'il en soit, néanmoins, nous nous efforcerons de notre mieux à réparer ce désavantage; et tout en nous appliquant à donner à ce dernier numéro toute la force et la précision qu'il comporte, nous avons lieu d'espérer au-si que nos lecteurs l'accueilleront avec bienveillance, en ce qu'il est spécialement consacré aux intérêts généraux du pays.

Un point important sur lequel nous croyons devoir préalablement appeler l'attention de nos concitoyens, c'est que, des vingt six états dont se compose maintenant l'Union Américaine, la Louisiane est le seul qui cultive la canne à sucre et qui en retire une de ses plus grandes richesses territoriales. Or, comme l'industrie louisinnaise a toujours été considérée comme un objet de bien faible importance, tant par les habitans des autres parties de la confédération que par le congrès général lui-même, il en est résulté que lorsque les députés de la nation ont été appelés à modifier le système de tarif et à y apporter telles réductions qui donnent par contre-coup fleurir le commerce d'exportation des Etats-Unis et faire baisser le prix des marchandises y importées, ils ont agi sans hésiter, pensant que le peuple trouverait de grands avantages dans le nouvel ordre de choses.

Une autre circonstance qui a pu être également d'un grand poids aux yeux du Congrès, et qui l aura décidé sans doute à diminuer de trois cents les droits jusqu'alors imposés sur les sucres étrangers, c'est que, n'ayant (grâce à l'efficacité des services rendus par nos représentans à Washington) aucune donnée positive sur laquelle il put équitablement établir le tarif des sucres, il a pensé qu'en arrangeant les choses de manière à ce que la Louisiane retirât de cinq sous et demi à six sous de cette denrée ses planteurs n'éprouveraient aucun préjudice, tandis que d'un autre côté la masse de la nation trouverait d'abord dans les colonies un meilleur profit à faire sur les marchandises d'exportation, et se procurerait ensuite à meilleur marché un article qui lui est devenu d'une utilité première.

Nous croyons dans nos numéros précédens avoir démontré d'une manière claire et évidente qu'il était impossible aux planteurs de la Louisiane de trouver leur compte à ne retirer que cinq sous et même cinq sous et demi de leur sucre, tandis que les colonies pourraient faire de grands bénéfices, encore qu'elles auraient à supporter de nouveau les droits qu'elles paient actuellement sur cette denrée. Il est inutile de reproduire ici les argumens dont nous avons fait usage pour prouver cette assertion. Ainsi donc, si la Louisiane souffre considérablement de l'état actuel des choses, combien plus souffrirait-elle, si, à la prochaine session du Congrès, une nouvelle réduction dans le tarif des sucres étrangers venait encore à s'opérer.

Il est impossible cependant de nier que, si cette importante question vient à être agitée au prochain congrès les députations de vingt-cinq Etats ne demanderont pas en premier lieu à réduire de nouveau les impositions qui pèsent sur les sucres étrangers. Cette assertion qui, de prime abord, peut paraître dénuée de fondement repose néanmoins sur la vérité toute entière. En effet, il n'est pas un seul Etat de l'Union qui ne soit engagé dans une guerre de commerce d'exportation plus ou moins étendu avec les colonies, surtout avec l'île de Cube; et l'on sait que cette dernière a établi par l'organe du gouvernement de la Péninsule comme l'ultimatum de sa volonté ferme et inébranlable, que tant que les sucres ne seraient pas plus favorisés qu'ils ne le sont dans les marchés américains, elle continuerait à titre de représailles à maintenir dans leur *statu quo* les impositions exorbitantes qu'elle a décrétées sur la généralité de nos produits. Or, en quoi consistent ces produits? En farines et autres provisions de toute espèce en tabacs et articles manufacturés, dont le montant est d'une importance si manifeste pour ces vingt-cinq Etats qu'ils ne balanceront pas d'un seul moment à obtempérer au vœu de l'île de Cube, quelque soit d'ailleurs le tort que la Louisiane devra éprouver par suite d'une semblable concession.

Ce sera dans toute une époque de grande calamité pour notre pays que le jour où nous verrons le congrès général de Washington adopter une mesure dont il nous est impossible de reconnaître, en quoi que ce soit, ni la sagesse, ni l'utilité, ni l'urgence extrême. Une mesure qui ne tendra à rien moins qu'à plonger l'industrie louisinnaise dans l'inercie la plus complète, la ruine et la désolation. Ce résultat sera infaillible, à moins que nos concitoyens, profitant de toutes les ressources que la nature a léguées au pays ne consentent à abandonner une culture qui leur deviendra tout-à-fait onéreuse pour se livrer à d'autres genres de travaux plus profitables pour eux, et plus étroitement liées avec le brillant avenir qui se prépare pour cet état et que rien que la catastrophe dont nous avons parlé ne saurait jamais réaliser.

Si la nature du sol de la Louisiane ne permettait que la culture de la canne à sucre, certes ce beau pays serait bientôt perdu à en juger par les dispositions peu favorables que nos concitoyens des autres Etats de l'Union manifestent à son égard. Mais Dieu merci le Pactole roule sur ses plaines fécondes. Sur tous les points de son territoire il y a des richesses à recueillir; et pour peu que l'industrie veuille s'y déployer sous toutes les formes qu'elle est susceptible de prendre, il n'y aura plus pour elle de danger à redouter de la part du Congrès, ni du reste de la confédération américaine.

Examinons en effet quelles sont les mesures que possède la contrée: Nous trouvons que, en outre de la fertilité de son terroir qui lui permet de cultiver avec avantage le coton, article si vivement recherché par toutes les manufactures du vieux et du nouveau Continent, elle reçoit encore par son fleuve majestueux le tribut de tous les Etats de l'Ouest. Près de six cent mille balles de coton viennent affluer annuellement dans ses entrepôts, et la possession en première main de cette precieuse denrée lui permet d'entrer en lice et de disputer les palmes du triomphe à tous les pays manufacturiers du monde, sans en excepter aucun.

Nous avons calculé que la différence dans le prix des cotons à la Louisiane et dans le Nord était d'environ quatre cents, au désavantage de celui ci, y compris assurances, frêt, commission, &c. sur le retour de cette denrée une fois manufacturée. Que deviendrait donc le Nord—le Nord qui voudrait par un acte inconsidéré du Congrès détruire à jamais la culture de la canne à sucre dans notre pays, du jour où celui-ci dirait: "et nous aussi nous allons établir des manufactures et remplacer par ce nouveau genre d'industrie celle que vous nous avez forcé à sacrifier?" Que ferait-il disons nous lorsqu'il se verrait dans l'impossibilité de soutenir la concurrence avec nous? Il fermerait ses ateliers et essaierait peut-être de la fabrique du sucre de betteraves. Mais ne serait-il pas trop tard alors? Et que retirerait-il d'ailleurs de cette denrée après que l'imposition sur les sucres étrangers de 2 1|2 à 3 cents aurait été réduite à 1 1|2 et 2 cents? Il faudra alors pour protéger l'industrie des Yankees et autres, modifier de nouveau le tarif et y introduire des surcharges tout en leur faveur.

Nous le répétons pour la dernière fois, et puisse notre voix être bien entendue dans toutes les parties de l'Union: que la réduction, s'il doit en exister jamais aucune dans le tarif actuel, ne s'opère qu'après que l'on aura mis dans la balance de la plus stricte équité tout ce que chacun des Etats a droit d'attendre du Congrès, tant pour son bien être actuel que pour sa prospérité future.

Quant à nous, bien que nous voyons dans l'accomplissement d'une pareille mesure qu'un incident qui tend à priver la Louisiane d'un de ses plus beaux revenus territoriaux, cependant nous avons pleine confiance qu'elle réparera facilement cette perte par d'autres productions non moins riches et moins faciles à exploiter. L'industrie louisinaise (que l'on nous permette la comparaison) ressemble à l'hydre de Serne: que l'on en coupe une branche, il en renaîtra cent autres pour remplacer celle qui aura été détruite.

NOUVELLES DIVERSES DE FRANCE.

—Le duc de Nemours fera partie de l'expédition de Constantine, qui est décidément arrêté. Le duc d'Orléans restera à Paris, les deux princes ne devant jamais, d'après des dispositions nouvellement prises, aller en guerre tous les deux à la fois.

—Le département de la Seine-Inférieure ne possède pas moin de 240 filatures de coton, qui fournissent 248,000 kilog. de filés par semaine.

L'industrie rouennaise cotonnière, dans ses diverses branches ci-après spécifiées, procure du travail à 107,000 ouvriers, savoir: Les filatures de coton qui mettent en mouvement à peu près un million de broches, font vivre 21,000 ouvriers;

Les ateliers de construction de machines à filer, leur réparation et entretien, en occupent 5,000, menuisiers, tourneurs, forgerons, limeurs, ajusteurs, fondeurs d'engrenage, fondeurs de cuivre, de zinc, d'étain, etc;

Le tissage en emploie 65,000 tisserans, rosiers, lamiers, traineurs, bobineurs, contre-maîtres et porteurs;

Dans les teinturieries de grand et de petit teint, 5,000 travailleurs se livrent aux manipulations qui n'y prait quent; 9,000 autres sont répartis dans les fabriques de toiles peintes:

Le travail, du boutage et de la fabrication des cardes qui naguère employait 6,000 femmes et enfans, s'opère aujourd'hui au moyen d'une machine très ingénieuse, et n'occupe pas au delà de 2,000 ouvriers.

Si l'on veut énumérer tous ceux qui, dans le département de la *Seine Inférieure*, attachent leur existence au commerce du coton, tels que blanchis-eurs, apprêteurs, fabricants de bretelles, de rubans, de bonneterie, enfin les négocians et marchands dépendans de cette industrie, avec leurs commis et employés, on trouve que 150,000 familles, plus de 400,000 individus sont intéressés aux succès comme aux revers de l'industrie cotonnière.

—*Forces militaires de la Suisse.*—Les contingens fédéraux s'élèvent à 66,238 hommes; et comme chaque canton dépasse sa quote part, on peut les porter hardiment à 72,000 miliciens, dont les plus âgés (à l'exception des officiers et sous officiers) n'ont guère plus de 30 ans. Il faut ajouter à l'étranger, et qui doivent toutes rentrer dans leur patrie en cas de guerre.

La Suisse, outre les contingens fédéraux, possède des réserves cantonnales dont le nombre n'est pas fixé, mais qu'on peut élever à 6 hommes sur 100, ce qui fait bien, non compromise le contingent, 120,000 hommes âgés de moins de 45 ans, qui ont presque tous pa sé par les contingens, et sont, comme aux armées, equipés et organises. Viennent ensuite les hommes qui ont achevé leur tems dans les réserves, et dont le nombre est encore inconnu: mais la plupart, âgés de 45 à 60 ans, seraient prêts à combattre pour leurs familles et leurs propriétés.

Ainsi la Suisse possède, en contingens

fédéraux..... 72,000 hommes.
En troupes capitulées qui doivent rentrer dans leur patrie en cas de guerre..... 10,000 "
En réserves cantonnales, organisées fédéralement..... 180,000 "

Effectif..... 302,000 hommes

Plus, en hommes sortis des réserves, de l'âge de 45 à 60 ans, un nombre inconnu.

—On assure que le projet de loi sur le sucre indigène que le ministre des finances doit présenter à la Chambre des Députés, au commencement de la session nouvelle, n'est pas encore prêt. M. Duchâtel, qui veut compléter son instruction sur la matière, se propose de faire un voyage dans les départemens du Nord, avant l'ouverture des chambres; il visitera les fabriques de sucre de betterave.

—Il vient d'être frappé, comme essai, à l'hôtel des Monnaies de Paris, des pièces de 2, 3, 5 et 10 centimes, en métal de c oches, avec des coins exécutés par M. Domart. Ces pièces portent d'un côté l'effigie du Roi, et de l'autre la légende: Dieu protège la France, avec la valeur de la pièce au milieu. Ces nouvelles pièces ont été exposées hier au Musée monétaire.

ETAT DES FINANCES DE L'EUROPE.

On a beaucoup parlé depuis quelque temps de crises financières et commerciales; on a cru un moment que les bourses de Londres, d'Amsterdam et de Paris étaient menacées de catastrophes plus ou moins sérieuses. Soit que ces craintes aient été réelles, ou qu'elles aient été exagérées, il n'en est pas moins vrai que l'attention des banquiers et capitalistes a été vivement excitée. On a cherché de remonter aux causes qui pouvaient déterminer ou prévenir les malheurs que l'on redoutait.

Avant d'examiner nous-mêmes la question, il nous paraît essentiel de poser des chiffres. Voici ceux que nous trouvons dans un travail important, par M. Frédrip Fayol, qui a été fait sur les finances de l'Europe. Sous acceptons ici comme exacts, en ce nombre les sommes que nous reproduisons, sans nous prononcer, avant un plus ample informé, sur les conséquences que l'auteur semble vouloir tirer de ses calculs, nous croyons faire chose utile à nos lecteurs en leur donnant connaissance d'un travail incontestablement appelé à jeter quelques lumières sur les causes de l'agitation qui se manifeste depuis quelque temps dans le monde financier. Ce document fera voir que la baisse et la hausse des fonds doivent être systématiquement attribuées à des jeux de bourse, ou n'a fait leur assigner une cause plus générale, plus dépendante de la marche actuelle des choses dans les pays où l'ordre est troublé, comme dans ceux dont l'avenir politique offre de bonnes garanties.

La masse des dettes émises et inscrites dans les grands états de l'Europe s'élève à plus de 37 milliards de francs.

Grande Bretagne, 21,000,000,000. Hollande et Belgique, 4,000,000,000. Espagne, 2,000,000,000, dette extérieure et intérieure portant intérêt; plus 2,000,000,000, dettes sans intérêts, mais en circulation sur toutes les places de l'Europe, France, 4,000,000,000. Russie, 1,000,000,000, dette extérieure en Hollande et en Angleterre. Prusse, 3 0,000,000. Autriche, 1,000,000,000. Portugal, 500,000,000. Danemark, Bavière, Wurtemberg, Bade, Suède et Norwège, Piémont, Etats du Pape, 750,000,000. Naples. 500,000,000. Total, 37,250,000,000 frs.

Le capital monétaire des principaux pays de l'Europe était naguère estimé à cinq milliar de francs.

France.	2,200,000,000	Italie.	250,000,000
Gr. Bretag.	1,100,000,000	Prusse.	220,000,000
Espagne.	1,000,000,000	Allem. Suisse.	212,000,000
Holl Belg.	300,000,0-0	Portugal.	150,000,000
Autriche.	275,000,000		
		Total	5,155,000,000

Si l'on défalque 5 a 600 millions, total des sommes exportées d'Augleterre de 1816 à 1825, et absorbées par les emprunts du Mexique, de la Colombie, du Chili, de Poyais, du Pérou, de l'Australie, de Guatimala, de Guadalaxara, et encore 4 à 500 millions exportés pendant les dernières années pour la Russie, l'Espagne et les Etats Unis d'Amérique, les quatre milliards de numéraire qui restent sont en présence de plus de 37 milliards de papiers, chiffre total des dettes publiques flottantes de l'Europe en circulation sur toutes les places

Les révolutions qui agitent l'Espagne et le Portugal paralysent déjà et pourraient, en se développant, détruire quatre milliards et demi de ces valeurs écrites et courantes.

La crise de 1825, presente encore à tous les esprits, avait été amenée par des pertes de la dépreciation d'un milliard nominal d'emprunts faits en Angleterre de 1816 à 1825 par les Amériques espagnoles. Aujourd'hui le fait serait bien autrement grave, puisqu'il y a quatre milliards et demi de valeurs espagnoles et portugaises en péril par suite des changemens qui se succèdent en Espagne et en Portugal; ces perturbations, suivant quelques hommes d'état anglais qui sont au pouvoir, ne s'arrêteraient pas à l'Espagne, elles deviendraient imminentes en Pologne, en Suisse, en Piémont, à Naples, à Rome, en Belgique, en Hollande, si l'anarchie espagnole arrive à son but. La France elle-même, malgre l'habileté de son gouvernement peut être agitée. Un de ces cas échéant voici ces conséquences Il y a aussitôt de 12 à 15 millions de papiers en manquement de point et appui, de possibilité de négociations; alors vient cette *conflagration des crédits publics* que l'empereur Napoléon a prédite à Sainte-Hélène. Les papiers publics tombent et frappent dans leur chute tous les marchés européens.

Le maximum du numeraire européen est présentement de 4 milliards, avec lesquels il faut soutenir le cours de 37 milliards de fonds publics et de 20 milliards d'actions de billets de banque, d'actions de canaux, chemins de fer, etc., et tout le papier de commerce en circulation.

Ainsi 57 *milliards* de valeurs en papier, menacées positivement pour un grand tiers d'une totale par l'absorbtion du capital territorial sur lequel ils reposent dans les pays révolutionnés, se trouvent en présence seulement de 4 *milliards* de numéraire. Probablement la moitié au moins de ce numéraire se retirerait de la circulation, s'il arrivait quelque grande crise; cette crise pouvait menacer tous les marchés, serait épouvantable et effacerait celle qui a frappé toutes les places de l'Europe en 1825: on se rappelle que les 5 pour cent anglais ont baissé alors de 19 pour cent.

Beaucoup d'esprits attentifs et experimentés dans la haute banque croient donc tous a des difficultés. Dans leur opinion, une maladie financière commence; ses effets sont certains, quoique les plus décisifs et les plus récens. En voici quelques uns:

Plusieurs compagnes financières, ayant pour chefs MM Rotschild, avaient proposé au gouvernement napolitain la conversion en rente de 3 pour ct. de la dette du royaume des Deux-Siciles, aujourd'hui en 5 pour cent. Un traité rédigé allait être signé avec M. Rotschild et les compagnons. Mais ceux-ci, à qui cet emprunt offre d'immenses avantages, ont reçu de parcque la tranquilité du royaume de Naples leur a paru pouvoir être compromise.

Le gouvernement russe, qui avait refusé si nettement, dans ces dernières années, toutes les propositions d'emprunt qu'lui ont été apportées de Londres et de Paris à 115 fr. pour 5 fr. de rentes en 3 pour ct vient de se raviser. En conséquence, il a envoyé à Francfort et à Amsterdam le *Rotschild* de la Russie, M. Stieglitz, banquier de la cour. Ce personnage, arrivé ces jours derniers, a reçu la mission de créer l'emprunt proposé, rejeté par le ministère russe malgré l'empereur Nicolas, dès les premières ouvertures: mais aujourd'hui il n'est plus possible à cette puissance de contracter au-dessus de 85 pour 3 fr. de rente. C'est jusqu'ici la seule offre obtenue par l'argent à Londres.

Voici d'un rest faits qui spécifient les causes de la crise financière.

L'exportation de l'or faite pour l'Amérique, depuis un an, est evaluée:

En Angleterre, lieu de l'envoi, et sur documens.....	145,000,000
En Hollande, deux emprunts ont eu lieu, formant ensemble 60 millions; envoyé inutile.....	30,000,000
En France, l'indemnité allouée au gouvernement, 15 millions.....	32,000,000
Plus empt Hottinger, 14 millions } Ainsi il est parti pour l'Amérique.....	207,000,000
Exportations pour l'Espagne, depuis deux ans:	
Prêt fait à M. Mariz de la Rosa par Mrs. Rotsch ld frèr...20,000,000 } Emprunt Alexandre..... 60,0-0,000 } Idée d'un nouveau numéraire la mine de mercure..... 20,000,000	
Titres émis parallèlement sur les places de Paris, Anvers, Amsterdam et Londres par les ministères Mendizabal, et Isturitz..... 20,030,000	120,000,000
Total du numéraire qui sort de France et d'Angleterre.....	327 000,000

Le quel est représente aujourd'hui par des titres en papier ayant 20 pour cent de valeur.

Ajoutez l'or envoyé à don Carlos, alors vous trouvez que l'Espagne a enlevé 100,000,000 qui n'ont que peu ou point de chan e de retour. Les fonds attendus d'Amérique n'arriveront évidemment qu'à une époque éloignée, puisque cet argent est employé à des affaires industrielles qui ne peuvent donner de produit que dans une ou plusieurs années. Si on suppose dans l'intervalle une crise, une simple panique en Amérique, les pertes sont supportées exclusivement par les maisons expéditionnaires de Paris et Londres. De là sont venus les bruits étranges qui circulent sur les embarras de la haute banque en Angleterre. De là, les craintes patentes de la banque de Londres, qui a refusé ces jours derniers les plus puissantes signatures, des signatures dont le crédit était, il y a six mois, d'un million sterling. De là, les embarras dans les trans actions commerciales, les difficultés pour liquider les vieilles affaires et le refus d'en entamer de nouvelles.

Telles sont les causes qui ont déterminé les grands marchés d'argent, à Londres et Amsterdam. à augmenter leurs prix.

Maintenant plusieurs personnes affirment que notre place peut efficacement résister à ces deux marchés et s'en affranchir, attendu l'activité, les bénéfices et la sagesse de son commerce. Voyons les faits dans toute la réalité.

La France fournira donc de l'argent à l'Allemagne et à la Suisse, car à l'exception de Berlin, les marchés les plus importans, Francfort, Vienne, Genève, ont suivi le mouvement de hausse imprimé au numéraire par Amsterdam. Les capitalistes de ces pays enverront sans doute en retour des inscriptions ou papiers, leurs fabriques obtiendront chez nous des crédits qui seront au détriment des nôtres; en France, la position financière est complexe; l'industrie et la bourse ont de l'argent et le commerce n'en a point.

Par exemple, Marseille ressent une disette d'écus très-facheuse pour les grandes affaires, et la banque de cette ville fait tous les jours des demandes de numéraire. L'escompte y est à 6 1|2 pour cent.

Le commerce des soies à Lyon éprouve les mêmes difficultés, et il y a la même pénurie d'écus. L'escompte y est de 6 a 7 pour cent.

Bordeaux manque également d'argent malgré quelques arrivages récens du Mexique, et malgré l'influence des réfugiés espagnols qui y apportent en or leur avoir actif. L'escompte y est à 5 1|2.

Le Havre et sa nouvelle banque n'ont plus assez d'écus pour prendre tout le papier qui leur en offert. L'*argent* et non l'*or* est payé 1|2 pour cent de change.

Si toutes ces places françaises et étrangères restent pendant trois mois dans cet état, c'est-à dire, si elles continuent leurs demandes, la place de Paris sera dangereusement appauvrie en numéraire. Et l'on remarquera qu'il n'est pas question de Londres et Amsterdam, lesquelles peuvent nous enlever de l'argent dans l'esprit de telle ou telle combinaison. On ne met pas en ligne de prévision la perturbation qui s'en suivrait, si des sinistres survenaient parmi des notabilités de banque, choses possibles.

On peut dire encore qu'à Francfort l'escompte est à 6 pour cent, et l'intérêt sur le dépôt des fonds publics est à 6 1|4, ce qui ne s'est point vu depuis douze ans.

Qu'à Berlin et à Vienne l'argent est rare et très cher.

En résumé, il y a en Europe 37 milliards de papiers tonde publics dont un tiers peut être anéanti d'un jour à l'autre sur les marchés par des bouleversemens révolutionnaires. Ce n'est point une exagération; car on parle pas de joindre à ce chiffre 20 autres milliards composant le papier des banques, des chemins de fer, canaux, etc.

La masse de papier en circulation sur cette échelle étant donc de plus 57 milliards national des emprunts de l'Amérique espagnole a pu produire la conflagration européenne de 1825, à tel point que les fonds anglais aient été tomber de 19 pour cent, n'y a-t-il rien à redouter des événemens qui marchent, lesquels peuvent appraliser, compromettre et même perdre 4 milliard et 1|2.

En 1825, les 3 pour cent français sont tombés au dessous de 60, et restés durant toute l'année 1826 entre 63 et 74; les 5 pour cent français sont tombés de 106 au-dessous de 71 et restés aussi toute l'année 1826 entre 95 et 101.

Pourtant alors en 1825, la France n'était pas directement lésée dans la chute des fonds des Amériques espagnoles, et n'était atteinte que par le contre coup. Qu'arriverait il aujourd'hui qu'elle possède une somme effrayante des 4 milliards 1|2 de *rentes* espagnoles et portugaises?

Suivant Pitt, ce ne sont pas les emprunts *intérieurs* qui bien assis qui ruinent un état; ils sont, au contraire, un élément, un moyen d'activité pour lui, des valeurs se créées. Les années 1797 et 1695 sont chargées de trois emprunts formidables contractés à des prix onéreux; et pourtant, les pièces officielles à la main, ce grand homme d'état a prouvé qu'elles avaient été les plus prospères de l'empire britannique. Les emprunts qui ne sont point payés ou qui sont mêlés ruinent; il y a toujours des moyens chez un peuple riche pour maintenir le crédit; il n'y en a pas pour ramener une immense confiance après une immense banqueroute. Ainsi il n'y a jamais eu que les Etats-Unis d'Amérique qui aient fait de grands efforts pour éteindre leurs dettes, capital et intérêts. Ils y sont parvenus; mais c'est seulement le collectif national des états réunis qui a éteint la dette primitive et commune, car les états particuliers gardent une dette énorme, l'intérêt de l'argent y vaut 15 à 18 pour cent. Dans toute l'Europe, la dette des états augmente chaque année dans un chiffre des états augmente chaque année dans un chiffre des états extraordinaire, et l'amortissement est presque tombé en désuétude. Les gouvernemens d'Espagne, de Portugal, de Naples, de Rome, de Piémont, de Russie, qui ne peuvent contracter d'emprunts chez eux, ou le crédit public n'existe pas, ou les capitaux sont si rares, ont jeté tous leurs papiers d'état sur les places de Londres, Paris et Amsterdam, qui aujourd'hui en sont écrasées.

Tel est l'état de choses et assez grave pour être signalé à la méditation des hommes de raison et de travail.

Frédéric FAYOT.

DERNIERES DATES.

Boston.....	26 nov	Tampico.....	18 oct.
New York.....	29 nov	Mexico.....	15 oct.
Philadelphie...	22 nov	Londres.....	24 oct.
Baltimore.....	30 nov	Liverpool.....	25 oct.
Washington....	18 nov	Paris	21 oct.
Charleston.....	28 nov	Havre	16 oct.
Savannah.....	22 nov	Bordeaux.....	12 oct.

COMMERCIAL.

VENTES DE COTON D'HIER.

901 balles	Mississipi.....		15
900	do	do	14
618	do	do	14 3|8
557	do	do	15 1|4
480	do	do	14 3|8
465	do	do	14 1|2
305	do	do	14 1|2
215	do	do	14 1|2
60	do	do	15
58	do	do	18
30	do	do	15
143	do	District de l'Ouest.....	13 5|8
4732			

ETAT DU COTON.

Existences sur place et à bord de nav } jusqu'au 6 décembre..... }	118,730	balles
Importations d'hier,	1678	"
	120 408	"
Exporté hier.....	2,201	"
Existences en mains et à bord de nav.	118,207	"

DEMAIN Vendredi, 9 du courant, à 7 heures du soir, à la salle ci-devant employée comme salle de bal, encoignure des rues d'Orléans et Bourbon, il sera délivré gratis, en langue espagnole, par Mr. *Cubi i Soler*, une lecture publique sur les principes fondamentaux de la Phrénologie. 8 dec—1

(Communiqué.)

Nous éprouvons le plus grand plaisir à appeler l'attention publique sur cet e superbe vente de propriétés foncières qui sera faite aujourd'hui jeudi, 8 du courant, à midi, précis, à la Bourse de l'Arcade, rue des Magasins entre les rues Gravier et Natchez par le ministère de M. Isaac L. McCoy, encanteur. Cette vente consistera en partie de

5 maisons de prix, à trois étages et maisons de résidence, faisant face à la rue Tchoupitoulas.
2 lots de terre de grande valeur, rue Delor.
6 magasins en briques, à 3 étages façade sur le triangle en grant.
1 vaste lot de terre, mesurant 273 pieds de face à la rue Tchoupitoulas.
1 autre lot de terre face à la rue du Canal,
1 do do do Jackson.
1 do do do du Bassin.
6 do encoignures Ste. Marie et Religieuses.
1 do do Religieuses et Nonnes.
41 actions de la Compagnie de la Presse à coton d'Orléans. Plus une foule d'autres propriétés.

Une propriété qui fait face au triangle, et celle de la rue Tchoupitoulas, requerront nécessairement en peu de tems une valeur immense. Cette section de notre cité qui, jusqu'à présent a été entièrement négligée devient tous les jours plus importante, par les améliorations utiles et élégantes qui s'y font et qui lui donneront en peu de tems une valeur supérieure à celle d'aucune autre partie de la ville. Quand on regarde les différens ouvrages d'importance qu'on peut apprécier à prendre par comme terminés, tels que le comblement de la batture, la construction des quais qui s'étendent presque tout le long de la devanture du faubourg Ste. Marie et qui donnent tant de facilités aux bateaux à vapeur aussi qu'aux autres bâtimens pour décharger leurs cargaisons; quand on pense à l'ouverture de la rue de l'Annonciation, au pavage, à l'élargissement et alignement de la rue Tchoupitoulas; l'agrandissement du nouv au marché, à la construction des ouvrages hydrauliques, et à celle de plusieurs presses à coton magnifiques, avec des entrepots pour le fabac, et trois ou quatre autres qu'on va commencer à bâtir, enfin quand on songe à toutes les améliorations qui ont été déjà faites ou qu'on a entreprises et q